

Togo/ Opposition

Lomé au ralenti, tensions dans plusieurs quartiers

AFP
Lomé/Togo

PLUSIEURS quartiers de la capitale togolaise Lomé restaient barricadés vendredi par la population et des tirs de gaz lacrymogènes ont été observés dans la matinée, après 48 heures de manifestations massives pour des réformes et le départ du président Faure Gnassingbé.

Sur les grands axes de Lomé et dans des quartiers populaires, les commerces sont restés fermés. Des camions de forces de l'ordre ainsi que des gendarmes étaient postés aux carrefours, ont constaté des journalistes de l'AFP.

Dans le quartier de Bè, où des échauffourées avec la police ont duré toute la nuit selon des habitants, des groupes de jeunes ont dressé des barricades avec des pierres et des pneus brûlés pour bloquer la circulation.

"Nous voulons qu'il parte (le président). Nous resterons là jusqu'à ce qu'il parte. Nous sommes fatigués", hurlait un jeune posté dans la rue.

Dans la capitale, de nombreux habitants n'osaient pas sortir de chez eux par crainte d'éventuelles violences. "Ça a duré toute la nuit", confie un homme d'une quarantaine d'années devant sa porte. "Ne nous filmez pas, ne donnez pas notre nom. Ils vont venir pour nous sinon."

De nombreux tirs de gaz lacrymogènes par les forces de l'ordre ont pu être observés en milieu de matinée, et des colonnes de fumée s'élevaient dans plusieurs endroits de la capitale.



Photo : AFP / L'Union

Manifestants dans les rues de Lomé, mercredi dernier.

Les réseaux téléphoniques fonctionnaient encore de manière très sporadique vendredi, et Internet était toujours coupé dans le pays.

Mercredi et jeudi, des Togolais sont sortis massivement pour manifester à Lomé à l'appel d'une coalition de l'opposition (Cap 2015, le Groupe des six et le Parti National Panafricain - PNP, rejoints par plusieurs partis mineurs).

Des manifestations ont également rassemblé des milliers de personnes dans plusieurs villes du nord, dont Sokodé, Bassar, Dapaong et Bafilo, selon Aimé Adi, directeur d'Amnesty International au Togo et des habitants.

A Bafilo, les manifestants ont occupé et bloqué toute circulation jeudi sur la Nationale 1, principal axe reliant Lomé au nord du pays et au Burkina Faso voisin, avant d'être dispersés en début de soirée par des tirs de gaz lacrymogène. Le calme était revenu vendredi, selon M. Adi.

Ces rassemblements, d'une ampleur inédite depuis les sanglantes émeutes qui avaient suivi les élections de 2005, selon plusieurs observateurs, ont été notamment rendus possibles

par l'alliance de l'opposition, qui a longtemps échoué à parler d'une seule voix.

•TROP TARD

Le gouvernement, soucieux d'apaiser la situation, a annoncé un projet de réforme constitutionnelle réclamée depuis plus de dix ans par l'opposition, validé en conseil des ministres la veille des manifestations. Le Parlement devrait se réunir le 12 septembre en session extraordinaire, afin d'examiner le texte, qui prévoit une limitation à deux mandats présidentiels et un scrutin à deux tours.

Toutefois, le ministre de la Fonction publique, Gilbert Bawara, avait laissé entendre mercredi à l'AFP que la limitation des mandats ne serait pas rétroactive.

"Il n'y a pas de raison législative de le faire (...). Mais nous avons besoin d'un consensus pour que cette réforme soit acceptée", soit les 4/5e des votes au Parlement, avait-il dit.

Le représentant spécial du secrétaire général des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, le docteur Ibn Chambas, qui se trouve à Lomé depuis

jeudi, a rencontré le président Faure Gnassingbé ainsi que le leader de l'opposition, Jean-Pierre Fabre. M. Chambas a déclaré à la télévision nationale avoir félicité le chef de l'Etat pour sa main tendue, et encouragé l'opposant "à s'investir dans des discussions avec le gouvernement pour faire avancer l'agenda des réformes de manière définitive".

Depuis deux jours, responsables de l'opposition et manifestants réclament désormais surtout le départ du chef de l'Etat, après 50 ans de main mise de la même famille sur le pouvoir.

"Il est trop tard", a ainsi déclaré Jean-Pierre Fabre jeudi soir dans la rue, entouré de milliers de partisans.

Le président Faure Gnassingbé a succédé à son père, le général Gnassingbé Eyadéma qui est resté près de 40 ans au pouvoir, à la présidentielle de 2005, avec l'appui de l'armée. De violentes manifestations et une féroce répression s'en étaient suivies.

Il a ensuite été réélu en 2010 et en 2015, lors de scrutins très contestés par l'opposition.

France/ Parlement

Polémique autour d'une députée pro-Macron qui a facturé des visites de l'Assemblée

AFP
Paris/ France

UNE députée du parti du président Emmanuel Macron était au cœur d'une polémique vendredi en France après avoir facturé des visites de l'Assemblée nationale via son entreprise.

Le président de l'Assemblée nationale François de Rugy a indiqué qu'il avait saisi la déontologue du Palais-Bourbon au sujet de la députée de La République en marche, Pascale Fontenel-Personne.

Selon l'hebdomadaire Marianne, l'entreprise de transports de cette élue de la Sarthe (ouest) propose, pour 119 euros, des visites de l'Assemblée au départ de la ville du Mans.

Est compris dans ce prix le transport en véhicule, les services d'un chauffeur-accompagnateur, le déjeuner boissons comprises et la visite de l'Assemblée. "Cette visite se fera en présence de notre députée", précise la présentation de la prestation par l'entreprise Access Tours.

La députée du parti de gauche radicale La France insoumise a aussitôt ré-

gretté que des députés La République en marche puissent avoir "des comportements en totale contradiction avec les normes édictées" par la loi de moralisation de la vie publique votée récemment.

Dans un communiqué, Mme Fontenel-Personne s'est défendue en soulignant qu'elle s'était "mise en retrait" de son entreprise dès son investiture et qu'"il n'a jamais été question de faire payer l'entrée de l'Assemblée nationale, la visite étant gratuite".

"Dans un souci de transparence à laquelle je suis pro-

fondément attachée, en adéquation avec la ligne politique et morale définie par le président Emmanuel Macron, j'avais déjà enclenché la procédure de cession de mes parts au sein de l'entreprise. J'ai également demandé qu'elle cesse toute activité en lien avec le Parlement afin qu'aucune confusion ne soit possible", a ajouté la députée.

De fait, on pouvait lire vendredi sur le site internet d'Access Tours que "tous les transports de personnes à destination de l'Assemblée nationale" étaient "annulés à partir de ce jour".

PETITES ANNONCES

IMMOBILIER

20780 — A louer
* Magasin 500m2 avec mezzanine. 1 200 000F/ mois dans base clôturée sécurisée. Tél : 06 26 55 55.

20781 — A louer
* Studio : salon, chambre, cuisine et SDB, derrière l'hôtel de Louis. 270 000F/ mois. Tél : 06 26 55 55.

20817 — Vend superbe villa, 3 chbres+dépendance 140M. et villa 3 chbres+2dépendances à Angondjé Cherko sur le goudron 65M. T.F. 02 03 05 05

EMPLOI OFFRE

20624 — Nous recherchons des cuisiniers expérimentés. Dépôt dossier au siège du Restaurant LA DOLCE VITA LA SABLIERE, Libreville, 500m après le Ballon d'Or. Joindre à la demande:
1 demi photo, copie pièce d'identité, lettre de motivation, CV, numéro de téléphone, éventuelle diplôme ou attestation de travail. Les dossiers incomplets ne seront pas réceptionnés.

20795 — Depuis 8 ans au Gabon, notre entreprise Franco/Gabonaise recrute pour Libreville et Port-gentil 8 Délégués commerciaux H/F + 23 ans (Priorité aux femmes) motivés à l'emploi. Bonne présentation et culture générale. BAC + . Formation dans l'entreprise. Pour RV. Tel: 07 42 80 62 / 06 60 43 56

EMPLOI DEMANDE

20800 — J.H gab permis B cherche emploi de chauffeur chez part. Tel: 02 47 08 19

20493 — H. Gab cuisinier - pâtissier cherche emploi chez particulier. 04 91 68 27.

20763 — Togol cherche emploi ménagère-nounou 1/2 jrnée, zone Akanda. 02 87 98 66.

20771 — Cuisinier cherche

emploi du soir.06148130.

20774 — H Béninois cuisinier (africaine et européenne) cherche emploi. 06 87 69 96.

20775 — Cuisinier Burkinabé cherche emploi à domicile. Resto s'abst. 07 77 42 87

20784 — Togolaise cherche emploi nounou ménagère logée, sortie chaque week-end. 04 91 25 89.

20785 — H. Burkin. cherche emploi gardien de nuit zone Nzeng-Ayong / charb. 05363757

20787 — J.F Saotoméenne cherche emploi nounou-ménagère demi-journée. 06 25 60 51 / 04 61 16 96

20788 — J.H cuisinier béninois expé cher emploi chez part ou dans resto.03299925

20789 — J.F Gab. cherche emploi ménagère 3X/semaine / Lundi-Vendredi. 02 33 48 74

20791 — H. Togolaise cuisinier-pâtissier cherche emploi chez part. / restos. 04448293

20792 — J.F Togolaise cherche emploi nounou-ménagère logée-nourrie. 07 00 51 89

20796 — JF béninoise cherche emploi nounou-logée. Tel : 06 71 46 97

20804 — JF ivoirienne cherche emploi ménagère ou nounou. Tel : 06 35 05 58

20808 — H. Togolais permis BCD cherche emploi chauffeur. 05 65 54 76

VÉHICULES

20589 — A VENDRE LUXUEUX LAND ROVER DEFENDER NEUF 300KM. FAMILIAL 8 PLACES, SIEGES CUIR. TOUS EQUIPEMENTS D'ORIGINE. 02 45 27 91 / 07 45 27 91

DIVERS

19529 — Tôle bac, tuiles, prix usine. 04 54 60 39

MÉDECINS

CLINIQUE DE LA PAIX

Cardiologue, Pôle gynécologues avec cœlioscopie, Pédiatre, Néonatalogie. Permanence jour 8h-18h. Urgences nuit et week-end. Tél: 06 27 03 45 **19426**

AVIS

GABON MECA

Libreville - Port Gentil - Moanda

Informe son aimable clientèle que pour la Rentrée Scolaire, ses magasins libres-services de Libreville, Port Gentil et Moanda seront ouverts tous les samedis en journée continue de **9h à 17h du 2 septembre au 14 octobre 2017 inclus.** **20206**

COMMUNIQUE MARQUE MOOV

La marque MOOV porte à la connaissance de son aimable clientèle qu'elle procédera à la suspension de fourniture de ses services du téléphone à compter du mardi 12 septembre 2017, pour les comptes qui présenteront des impayés dans ses livres pour les factures échues au 31 août 2017. Afin d'éviter tout désagrément, la marque MOOV invite tous les clients en situation d'impayé, à procéder à la régularisation de leurs comptes dans ses Agences Commerciales.

La marque MOOV remercie sa clientèle de sa bonne compréhension et du respect des termes du présent communiqué.